

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations et peuples



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

HEBDOMADAIRE N° 64/ 29 MARS 1973/ PRIX: 0,50 F/ CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON/ BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

séguy à la rescousse du programme de provins

ASSEZ DE DEMAGOGIE ! IMPOSONS NOS REVENDICATIONS

Le 21 mars la CGT a réuni son comité national. Il s'agissait officiellement de déterminer la « tactique de la CGT », de « poursuivre la lutte pour la satisfaction des revendications ouvrières ». En fait, à cette réunion, le camp révisionniste voulait mesurer l'ampleur des désillusions créées dans la classe ouvrière par la défaite de la gauche, et examiner comment y faire face.

Ces désillusions de la classe ouvrière sont d'autant plus grandes, que depuis plus d'un an, la CGT s'acharnait à répéter que la victoire de la gauche le 11 mars était possible, qu'elle allait « changer la vie ». Et elle freinait les luttes ouvrières au nom de la prochaine victoire de la gauche... Les ouvriers trompés par cette propagande, à laquelle certains ont cru jusqu'au dernier moment, sont évidemment méfiants aujourd'hui à l'égard de la CGT.

Pour combattre ces désillusions, la CGT cherche à faire croire à la classe ouvrière que le résultat électoral de la gauche n'est pas mauvais : « il n'y a pas d'abîme entre les résultats obtenus et l'objectif visé ». Voilà qui est clair pour les travailleurs : on vous avait fait croire que les élections pouvaient vous apporter les 1000 F., les 40 h, l'avancement de l'âge de la retraite ; vous ne les avez pas obtenus, mais... la différence n'est pas si grande, ce n'est pas un « abîme ». Songez donc, 10 millions de voix sur le programme commun autant que Mitterrand au deuxième tour des présidentielles il y a... 8 ans ! Songez donc, 173 députés de « gauche », presque autant qu'en 67, voilà qui est important, voilà qui permet de « mesurer l'évolution considérable qui s'est produite chez nous ». ! (Séguy le 21-3).

Les élections passées, la CGT reparle d'actions revendicatives ; la journée d'action du 21 mars dans la métallurgie visait déjà à mesurer le potentiel de combativité des ouvriers. Bien sûr, dès aujourd'hui la CGT ne croit pas qu'éclatent de grands mouvements revendicatifs, à cause de l'écoeurement du lendemain des élections. Mais elle sait que très

bientôt, la classe ouvrière pour faire face à une exploitation accrue de la bourgeoisie, aura recours aux grèves, au coulage des cadences, aux occupations d'usine... C'est pourquoi la CGT veut prendre les devants et fournir des cibles au mécontentement de la classe ouvrière.

En titrant à la une dans l'Humanité : « Nous sommes prêts à négocier sur la base du programme de Provins », Séguy a mangé le morceau : les revendications de la classe ouvrière ne devront pas aller plus loin que le programme de Provins ! Craignant d'avoir dit trop crûment les choses, les Séguy et Compagnie ont apporté force correctifs à ce titre de l'Humanité. Mais le fond est bien contenu dans ce titre.

Voilà travailleurs ! Il y a plus d'un an, on a tenté de vous mobiliser sur le « programme commun de la gauche » qui ne lèse en rien les intérêts de la bourgeoisie. Aujourd'hui, après leur défaite électorale, les auteurs de ce programme, tout en le gardant sous le bras pour vous tromper aux prochaines élections, brandissent celui de Messmer et vous appellent à vous battre pour le faire appliquer ! Pour ce qui est des promesses démagogiques, il est vrai que les 2 programmes rivalisent bien, et ne sont pas très différents. C'est d'ailleurs ce que reconnaît le P.C.F. : il traite le programme de Provins de catalogue démagogique bâclé en dernière minute, mais proteste en même temps contre les passages copiés du programme commun, ou des propositions de loi déposées au parlement par les députés P.C.F. ou de « gauche » (Humanité du 13-1-73).

Voilà qui fait bien le jeu de la bourgeoisie, qui veut s'appuyer justement sur ce programme pour gruger les travailleurs. En aiguillant les travailleurs sur la piste du programme de Provins, la CGT veut faire lutter les travailleurs pour un programme où manquent les revendications essentielles de la classe ouvrière : rien contre le chômage, rien contre la hausse des prix, rien pour limiter les cadences, rien pour diminuer les temps de transport...

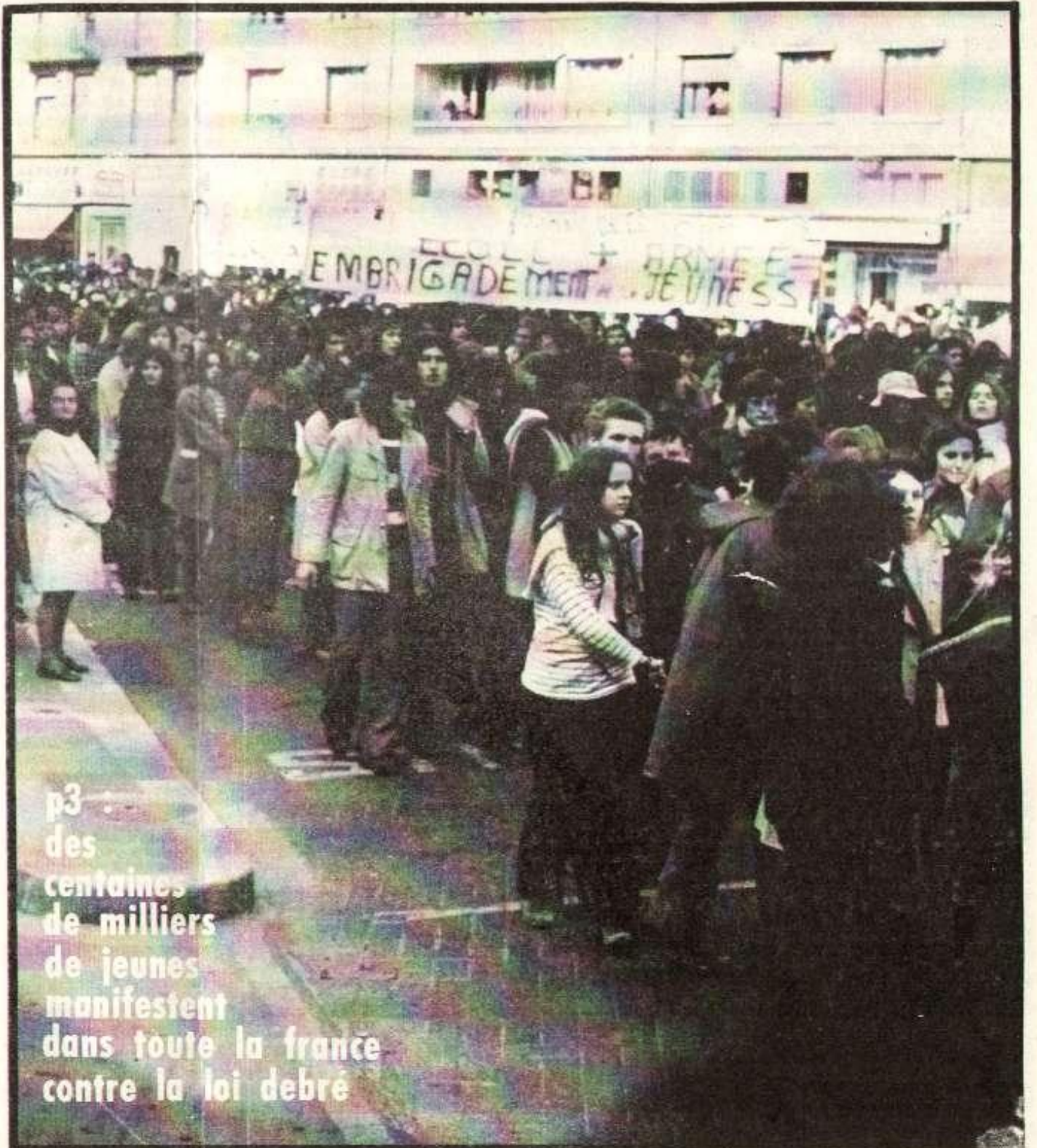
Après s'être alignée de fait sur le plan Messmer, la CGT met évidemment des nuances destinées à tromper les ouvriers : « il n'est pas question de nous laisser entraîner dans des parliottes interminables autour d'un prétendu programme » tonne Séguy. Ou bien : « la hausse des prix autorise de revoir la revalorisation du SMIC »... Ne tombez pas dans le piège, travailleurs, le but sordide

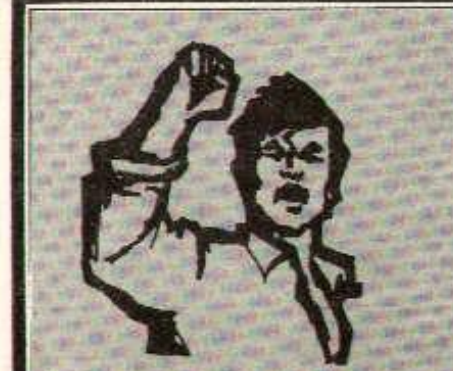
des Séguy et des Marchais, c'est d'enterrer et de contrôler vos luttes, de veiller à ce qu'elles ne débordent pas les limites tolérables par la bourgeoisie.

Aujourd'hui, pour faire reculer la bourgeoisie, pour faire aboutir vos revendications, engagez l'action avec les marxistes léninistes :
• Puisque le « programme de Provins » est muet sur nos reven-

dications essentielles, formulons les nous-mêmes, établissons notre plate-forme revendicative, et battons nous pour la faire aboutir !

• Joignons nous à la mobilisation contre la circulaire Fontanet, préparons nous pour le 1er mai à manifester pour l'abrogation de cette circulaire scélérate qui veut saper l'unité de combat des ouvriers français et immigrés !





PROBLEMES DU TRAVAIL REVOLUTIONNAIRE

Depuis sa parution hebdomadaire FRONT ROUGE a publié régulièrement sous la rubrique "Les problèmes de notre révolution", une série d'articles polémiques concernant la ligne d'autres organisations se réclamant de la révolution. Si la nécessité de tels articles demeure toujours, il est devenu, aujourd'hui, urgent d'engager le débat sur les problèmes de la tactique révolutionnaire : par exemple, aujourd'hui, les initiatives à prendre pour l'abrogation de la circulaire Fontanet font surgir, pour les marxistes-léninistes, un certain nombre de problèmes et aussi d'écueils à éviter, s'ils veulent développer un mouvement de masse capable de faire reculer la bourgeoisie.

Ce sont ces problèmes là, les problèmes du travail révolutionnaire, que nous abordons dans cette nouvelle rubrique. L'existence d'une revue théorique des communistes marxistes-léninistes permettra d'aborder plus en détail les problèmes de notre révolution.

une tâche urgente et impérative : CRÉER PARTOUT DES COMITÉS POUR L'ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET

Engager de manière conséquente la lutte contre la circulaire Fontanet, suppose d'avoir clairement en vue les points suivants :

1) Il faut créer contre la bourgeoisie un rapport de forces qui l'oblige à reculer. La circulaire Fontanet est un point clef dans le dispositif de la bourgeoisie pour museler la classe ouvrière, pour briser ses luttes, en faisant planer constamment sur les travailleurs immigrés la menace de l'expulsion.

Circulaire Fontanet d'un côté, mesures démagogiques du programme de Provis de l'autre, telle est la tenaille dans laquelle la bourgeoisie tente d'enserrer le prolétariat, telle est sa tactique pour faire face aux luttes du prolétariat qui ne vont pas manquer de prendre un grand essor après la duperie électorale.

Il est donc bien clair que ce ne sont pas des actions isolées, des formes de lutte passives ou des recroquis devant le conseil d'Etat qui permettent la victoire : il faut se préparer, et préparer le prolétariat à un affrontement très dur sur ce terrain de la circulaire Fontanet, ce qui suppose la mobilisation de la classe ouvrière dans son ensemble : ouvriers immigrés et ouvriers français.

2) Il faut placer au cœur de la campagne contre la circulaire Fontanet, le sens de classe de cette dernière.

Les travailleurs français ne se mobilisent pas sur un vague appel de solidarité. Ils ne le feront que s'ils voient clairement ce qui est en cause avec la circulaire Fontanet : un instrument de guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat en tant que classe.

Le fil rouge de notre activité cela doit être d'expliquer massivement, largement, et notamment aux travailleurs français, pourquoi la bourgeoisie a pris cette mesure, qui elle vise, comment elle va l'utiliser contre les mouvements de lutte d'envergure du prolétariat après les élections.

Cela n'est pas seulement une question d'efficacité, une condition indispensable pour la victoire sur ce point contre la bourgeoisie ; c'est, au delà, le moyen d'avancer dans la construction de l'unité révolutionnaire de la classe, de forger la conscience de la communauté de ses intérêts face à la bourgeoisie.

3) Il est nécessaire d'assurer une direction réellement conséquente et révolutionnaire au mouvement qui se développe contre la circulaire Fontanet.

Dans le mouvement en cours, encore à son début, spontanés et chrétiens ont tendance à réduire la lutte contre la circulaire Fontanet à une "affaire d'immigrés". Sur cette base, en ne dégageant pas le sens de classe de cette mesure, et en se privant par là même de toute possibilité de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière, on ne

peut aboutir qu'à une lutte fragile et vulnérable, réduite dans son assise, susceptible d'être isolée et réprimée, et soumise perpétuellement aux oscillations de droite (formes d'action visant à susciter des sentiments humanitaires, recours juridiques) ou de gauche (actions putschistes)...

Autant souligner la responsabilité des marxistes léninistes dans ce domaine : laisser aux spontanés une part prépondérante ou même simplement importante dans la direction du mouvement en cours, serait l'amener à de graves échecs, et à la démobilisation. Créer un rapport de forces contre la bourgeoisie, mobiliser l'ensemble du prolétariat, mettre en avant partout et toujours le sens de classe de cette mesure, assurer une direction révolutionnaire conséquente au Mouvement, telles sont les conditions de la victoire.

En effet, cette campagne d'explication, qui a déjà commencé, mais qui doit être intensifiée, doit déboucher sur la constitution rapide de Comités de Lutte pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet.

Avec qui les créer ?

Ces comités doivent avoir une assise très large : doivent y militer tous ceux qui veulent lutter contre la circulaire Fontanet en tant que mesure qui frappe l'ensemble de la classe ouvrière. Ces comités doivent donc réunir des travailleurs français, des travailleurs immigrés, ainsi que des éléments de la jeunesse intellectuelle prêts à travailler sur cette question.

D'ailleurs, bien que cela ne doive constituer qu'une part très minime dans leur travail, il appartient aux marxistes léninistes de regrouper des forces chez les étudiants et les lycéens en vue de mener sur une plus grande échelle l'action sur les quartiers populaires.

Cela nous fixe des tâches urgentes et précises.

La première, qui détermine toutes les autres, c'est d'engager une vaste campagne d'explications politiques très large en direction de la classe ouvrière et notamment de ses couches les plus exploitées : les O.S.

Que partout, à la porte des usines, sur les marchés, dans les foyers de travailleurs immigrés, dans les foyers de jeunes travailleurs, dans les cafés immigrés, les marxistes léninistes multiplient les prises de parole, les distributions de tracts, la vente du Front Rouge spécial sur la

circulaire Fontanet.

Cette campagne d'explication est la condition de tout :

- assurer l'unité de lutte entre travailleurs français et immigrés.
- assurer une direction politique conséquente au mouvement.
- rassembler les forces et les énergies regroupant tous ceux qui veulent mener la lutte contre la circulaire Fontanet.

En effet, cette campagne d'explication, qui a déjà commencé, mais qui doit être intensifiée, doit déboucher sur la constitution rapide de Comités de Lutte pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet.

Quand les créer ?

Très rapidement : le début de travail entrepris montre déjà l'accueil très favorable des interventions, le grand nombre de travailleurs immigrés déjà directement concernés par l'application de la circulaire, ainsi que l'importance des forces militantes prêtes à lutter contre cette mesure.

Créer rapidement les Comités, sur la base du travail d'explication large entrepris, c'est créer le cadre où tous ces ouvriers et jeunes intellectuels peuvent travailler, c'est permettre une large organisation des masses.

ENGAGEONS FERMEMENT LA LUTTE CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET CONSTRUISONS L'UNITÉ REVOLUTIONNAIRE DE LA CLASSE OUVRIÈRE.

CREONS PARTOUT DES COMITÉS DE LUTTE POUR L'ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET!



strasbourg : échec aux tentatives d'expulsion rue geiler

Au 33 de la rue Geiler à Strasbourg, une soixantaine d'immigrés s'entassaient dans un hôtel meublé. La propriétaire encaissait 250 F par lit à raison de 2 lits par chambre ; elle faisait payer en plus 75 à 100 F par mois pour l'eau et l'électricité et maintenait un règlement draconien. Après s'être enrichie dans ces conditions pendant des années, elle vient de vendre son hôtel à une chaîne d'hôtels louches qui veut expulser les locataires "pour rénover l'hôtel".

Une dizaine de locataires refusent cette mesure d'expulsion sans logement. La propriétaire fait couper le gaz et l'électricité le 1er mars, fait enlever les draps et les couvertures le lendemain pendant que les immigrés travaillent. Les locataires lancent alors un appel aux immigrés logés comme eux dans des taudis à occuper l'hôtel avec eux.

Il a été créé un comité d'occupation qui regroupe : les locataires, le comité pour la suppression de la circulaire Fontanet créé à l'initiative de Front Rouge, la CIMADE et le SATI. Il a entrepris la popularisation de la lutte et la mobilisation :

- Le 10 mars, réunion publique avec environ 180 personnes dont un certain nombre de travailleurs immigrés. Deux locataires rappellent leurs conditions de logement, leur lutte. Deux ouvriers immigrés du comité pour la suppression de la circulaire Fontanet interviennent à la tribune pour dénoncer : l'un l'impérialisme français qui pille le pays du Tiers Monde, organise le chômage et la déportation des travailleurs afin de les surexploiter en France ; l'autre, dénonce la circulaire Fontanet.

Un camarade marxiste-léniniste montre de son côté l'unité nécessaire de la classe ouvrière qu'elle soit française ou immigrée, afin d'avancer sur la voie de la Révolution prolétarienne.

- Le 14 mars 2 immigrés et 4 français dont une militante de base CFDT ont entrepris une grève de la faim.
- Le 21 mars, 700 à 800 personnes ont pendant 1h30 manifesté dans les rues de Strasbourg, en passant dans les quartiers populaires où habitent de nombreux travailleurs immigrés. C'est aux cris de "Rue Geiler, tous unis, nous vaincrons", "Préfets, patrons dans les taudis", "ouvriers français et immigrés même patron, même combat", "soutien aux grévistes de la faim", "A bas la circulaire Fontanet", c'est aux accents de l'Internationale, qu'un certain nombre de travailleurs immigrés se sont joints à la manifestation. Le cortège s'est dirigé vers la préfecture. La lettre qui a été adressée au préfet pour réclamer la satisfaction des revendications des locataires a été lue par un camarade de la CIMADE. Un camarade

La lutte continue !

24-3 - correspondant Strasbourg.



lyon: recul de la bourgeoisie

Les 25 travailleurs immigrés engagés dans la grève de la faim ont obtenu au 20e jour de grève :

- un contrat de travail visé par l'ANPE pour chacun des grévistes de la faim.
- une autorisation provisoire de séjour valable 3 mois, qui doit permettre l'établissement de la carte de séjour définitive.

Ces 2 pièces, obtenues le 22 Mars, étaient indispensables pour qu'une régularisation soit possible. De plus, le Comité de Soutien est en possession d'une lettre écrite du directeur départemental de la main d'œuvre et du travail garantissant des offres d'emploi aux grévistes jusqu'à l'aboutissement d'une embauche qu'ils estimeront satisfaisante.

Les grévistes de la faim et le Comité de Soutien ont estimé ces garanties suffisantes de sorte que la grève a pris fin au soir du jeudi 22.

Alors qu'il y a une semaine, la presse locale, la Télévision, aux ordres de la préfecture orchestraient une campagne pour faire croire que des garanties avaient été données aux travailleurs et que la grève n'avait plus lieu d'être, les grévistes de la faim et le Comité de Soutien ont réagi rapidement. Pendant tout le week-end (17-18 Mars) des dizaines de milliers de tracts ont été diffusés pour mettre les choses au point et pour appeler à une manifestation le lundi 19 Mars. Le fait nouveau, c'est que ce sont les Comités de quartier dans tout Lyon (auxquels participent Front Rouge) qui ont pris en mains ces diffusions.

La manifestation du 19 Mars, a rassemblé 2 000 personnes.

Autour des mots d'ordre : "Des papiers pour tous. Travailleurs français immigrés tous unis". "A bas la Circulaire Fontanet". "A bas l'impérialisme français et ses valets."

Comment poursuivre la lutte ? Les marxistes-léninistes de Front Rouge et d'autres camarades pensent que ce vaste mouvement unitaire, s'appuyant déjà sur plusieurs comités de quartier, doit se fixer pour objectif la dénonciation auprès de toute la classe ouvrière du sens de la circulaire Fontanet, pour obtenir son abrogation.

d'abord, il reste un certain nombre de points à régler pour ces 25 travailleurs : attestation d'un logement décent, et obtention d'une carte de séjour. Il faut rester vigilant.

Cette lutte a permis de faire sauter provisoirement les verrous posés par la Circulaire Fontanet pour 25 travailleurs.

Mais la Circulaire Fontanet touche aujourd'hui même des milliers de travailleurs immigrés de la région lyonnaise ! Elle frappe ainsi en le divisant tout le prolétariat.

Comment poursuivre la lutte ? Les marxistes-léninistes de Front Rouge et d'autres camarades pensent que ce vaste mouvement unitaire, s'appuyant déjà sur plusieurs comités de quartier, doit se fixer pour objectif la dénonciation auprès de toute la classe ouvrière du sens de la circulaire Fontanet, pour obtenir son abrogation.



Dans le cadre de la campagne contre la Circulaire Fontanet, Front Rouge a édité du matériel central. Les diffuseurs du journal, aussi bien que les lecteurs isolés peuvent passer commande de ce matériel, dès maintenant :

- * Tract Front Rouge "A Bas la Circulaire Fontanet" (fac-simile ci-contre).
- * Numéro spécial Front Rouge de janvier contre la Circulaire.
- * Un deuxième numéro spécial, qui sortira la semaine prochaine.

PAS UN LECTEUR, ISOLE OU NON, NE DOIT RESTER A L'ECART DE LA CAMPAGNE CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET.

pour la du bon circulaire lyon

"Notre objectif prioritaire est l'abrogation de la Circulaire Fontanet" (Seguy le 22-3-73).

Au fait que disait la CGT (et ses confrères de la CFDT) le 7 février 1972 :

"Les représentants des 2 syndicats ont fait le point des discussions actuellement en cours avec le ministre du travail (Fontanet)... Quant aux problèmes abordés, ils comportent quelques mesures positives mais l'insuffisance des moyens laisse craindre que leur application demeure formelle". (Huma 8/2/72) Donc : mesures positives. Un seul problème : seront-elles appliquées ?

C'est alors le coup d'envoi d'une "semaine d'information et d'action" CGT-CFDT en faveur des travailleurs immigrés.

Le 23 Février, une fois "la semaine d'action" terminée, Fontanet pond tranquillement sa circulaire. Silence total des syndicats.

A la mi-Septembre, la circulaire est mise en application.

Commentaire de l'Huma (15/9/72) sur ces "textes" : "Ils correspondent certainement dans leurs aspects positifs à l'action menée, notamment lors de la semaine d'action de la CGT et de la CFDT en Février".

Le 8 Janvier, la CGT et la CFDT envoient une lettre à Edgar Faure, demandant "l'abrogation de la Circulaire Fontanet"... et surtout "l'ouverture de nouvelles négociations, comme cela était prévu". Pourquoi ce revirement apparent ? C'est qu'entre temps, se sont déclenchées, notamment à Valence, des luttes. Ne nous y trompons pas : la position de fond reste la même. L'Huma (23/3/73) titre : "travailleurs immigrés : certaines dispositions de la Circulaire Fontanet aggravent leur situation". Certaines seulement, car les autres, elles, seraient positives !

Dans les faits, quelle est l'attitude de la CGT face aux luttes contre la Circulaire Fontanet ? C'est toujours comme le montre nos correspondants : - d'une part, l'attaque contre les comités de soutien, contre les travailleurs eux-mêmes accusés de se laisser "manipuler". - d'autre part, les tentatives de récupération.

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

cgt: il y a dans la fontanet lyon

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

Le 8 Janvier, la CGT et la CFDT envoient une lettre à Edgar Faure, demandant "l'abrogation de la Circulaire Fontanet"... et surtout "l'ouverture de nouvelles négociations, comme cela était prévu". Pourquoi ce revirement apparent ? C'est qu'entre temps, se sont déclenchées, notamment à Valence, des luttes. Ne nous y trompons pas : la position de fond reste la même. L'Huma (23/3/73) titre : "travailleurs immigrés : certaines dispositions de la Circulaire Fontanet aggravent leur situation". Certaines seulement, car les autres, elles, seraient positives !

Dans les faits, quelle est l'attitude de la CGT face aux luttes contre la Circulaire Fontanet ? C'est toujours comme le montre nos correspondants : - d'une part, l'attaque contre les comités de soutien, contre les travailleurs eux-mêmes accusés de se laisser "manipuler". - d'autre part, les tentatives de récupération.

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

vendredi 30 mars 20h salle lancy

OUI LA REVOLUTION EST POSSIBLE

meeting front rouge projection

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

pour atteindre l'objectif du 1er mai 3 millions en 1 mois !

Il y a deux mois, Front Rouge lançait la souscription de 4 millions pour le 1er Mai. A près d'un mois du 1er Mai, nous avons reçu moins d'1 million. Et pourtant, plus que jamais, au moment où les initiatives des communistes marxistes léninistes se développent, celui-ci leur a demandé pourquoi ils ne soutenaient pas les locataires de la rue Geiler. Pour toute réponse, ils ont déclaré : "il faut nous écrire une lettre officielle demandant le soutien de la CGT" !

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

strasbourg

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

montpellier

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

Après avoir prétendu être à l'origine des résultats des premières négociations en faveur des grévistes (voir FR n° 62), les révisionnistes attaquent ouvertement les grévistes et le Comité de Soutien dans l'Humanité du 20/3/73 : "le comité dit de soutien entrave les négociations et prolonge dangereusement le jeûne de 29 personnes"

Les grévistes ont répondu, dans une lettre au Comité de Rédaction de l'Huma : "nous désavouons les calomnies que vous tendez à accréditer sur le comité de soutien... Nous revendiquons l'entière responsabilité de la poursuite de notre grève de la faim et approuvons entièrement l'action de notre comité de soutien, que nous considérons comme seul accrédité à informer l'opinion des événements."

L'Huma n'a pas reproduit cette lettre ; elle y fait allusion dans son numéro du 22 mars, pour dire : "on peut penser que les grévistes n'ont eu qu'une part relative dans l'élaboration du texte..." En bref, l'Huma, organe du P.C.C., prend les 25 travailleurs immigrés grévistes pour des imbéciles manipulés.

Les efforts de l'Huma ont été vains, le préfet a dû céder.

DES CENTAINES DE MILLIERS DE LYCEENS MANIFESTENT CONTRE LA LOI DEBRE

Camarades lycéens, Les marxistes-léninistes soutiennent votre mouvement, qui en mettant en cause l'embrigadement de la jeunesse par l'armée bourgeoise, s'oppose à une pièce maîtresse de l'Etat bourgeois ; la bourgeoisie ne s'y est d'ailleurs pas trompée, qui a dépêché contre vos manifestations d'importantes forces de police et interdit, mais sans succès, le rassemblement parisien de Denfert-Rochereau du 22 mars.

Le soutien aux luttes contre la circulaire Fontanet qui divise ouvriers français et immigrés, sert les intérêts de l'impérialisme français et de ses fantômes étrangers. Soutien en participant aux comités en formation et en participant à la préparation de la grande journée du 1er Mai pour l'abrogation de la circulaire.

La participation aux comités Indochine Palestine pour soutenir les peuples en lutte pour leur émancipation, combattre l'impérialisme, y compris l'impérialisme français, dont l'armée occupe le Tchad, la Guadeloupe, et autres colonies et néo-colonies, et qui peut demain mener d'autres guerres contre les peuples comme hier en Algérie.

Le soutien aux luttes contre la circulaire Fontanet qui divise ouvriers français et immigrés, sert les intérêts de l'impérialisme français et de ses fantômes étrangers. Soutien en participant aux comités en formation et en participant à la préparation de la grande journée du 1er Mai pour l'abrogation de la circulaire.



L'armée impérialiste opère au Tchad.

La presse bourgeoise et tout particulièrement « le Monde » présente le mouvement lycéen comme chapéauté d'un côté par les révisionnistes, d'un autre côté par les groupes trotskistes. En réalité, les choses sont bien différentes. S'il est vrai qu'au niveau des « coordinations » diverses, l'UNICAL, l'AJIS, ou la Ligue Trotskiste font tout pour manipuler ce mouvement, il en va tout autrement au niveau de chaque lycée où leurs efforts restent assez vains devant la volonté des lycéens de prendre en mains eux-mêmes leur mouvement. Aussi les directives des « états majors » trotskistes et révisionnistes sont-elles extrêmement floues, et la dernière coordination nationale de samedi, celle des comités de lutte contre la loi Debré s'est montrée bien incapable de définir la tactique du mouvement lycéen face à l'intransigence du gouvernement et à son refus de céder.

En fait d'un lycée à l'autre, les bases politiques du mouvement, et les formes d'action sont assez différentes. Dans des lycées parisiens, comme Montaigne, certains lycéens du XV^e, par exemple, la lutte contre la loi Debré n'a été que le point de départ pour une remise en question plus vaste de l'enseignement bourgeois, et par là de la société capitaliste. Les activités qui accompagnent la grève sont passées de la projection de films contre l'armée bourgeoise (« l'entraînement des marines » par exemple) à l'organisation de contre-cours qui sont l'occasion d'une remise en cause du contenu de l'enseignement dispensé, des rapports professeurs-élèves, du choix des programmes et des examens. Le mot d'ordre d'autogestion a été avancé et commence à être mis en pratique. S'il signifie tout un lot d'illusions sur la possibilité de changer l'école dans

le système actuel, il présente par delà son caractère utopique une profonde aspiration à un changement radical de l'école : la décadence de l'idéologie bourgeoise, l'incapacité définitive de la bourgeoisie à offrir un idéal à la jeunesse se marque tous les jours par la faillite de son système d'enseignement. L'ennui que ressentent tous les lycéens, l'absentéisme, voire les suicides sont les manifestations quotidiennes de cette faillite. C'est aussi contre cela que les lycéens entrent en lutte. L'armée apparaît d'abord comme l'extrême caricature de ce système, mais la lutte contre la loi Debré quand elle s'étend à la contestation du système d'enseignement ne trouve guère de perspectives concrètes. Malgré l'effort développé pour associer à cette lutte les futurs prolétaires des CET, et les jeunes ouvriers, parfois par le biais artificiel du mot d'ordre complètement faux : « Abolition du service militaire », les lycéens se trouvent le plus souvent voués à l'utopie. Ce n'est évidemment pas avec leurs seules forces qu'ils peuvent comme ils le voudraient changer la vie, et il n'y a pas pour ce faire de raccourci.

Le mouvement en cours peut être l'occasion d'une prise de conscience politique pour toute une génération de lycéens qui n'ont pas connu mai 68, mais il ne faut pas croire, comme

Nixon assez de manœuvres application totale des accords !

Le 15 mars, Nixon menace ouvertement la RDV. Le 22 mars, il décide de suspendre le retrait des troupes US : il reste encore environ 6000 GI'S américains au Vietnam et, aux termes des accords, il ne devrait plus y en avoir un seul le 28 mars. Tout cela, prouve clairement que l'impérialisme US n'a pas l'intention de respecter les Accords de Paris. En effet, tous les arguments avancés par Nixon ne sont que des mensonges.

- mensonge, les infiltrations de troupe et de matériel militaire de la RDV vers le Sud-Vietnam. Par contre la réalité, c'est que les retraits de troupe US se sont jusqu'à maintenant faits sans contrôle de la Commission Internationale et sans démantèlement des bases US. C'est-à-dire que l'armée US en partant a abandonné à l'armée fantoche toutes ses armes, ses munitions et ses installations. Et ça, c'est une violation des Accords.

- mensonge ; la soi-disant installation par la RDV d'une base de fusée SAM dans la région de Khe-San au Sud-Vietnam. En effet, le GRP a parfaitement le droit d'installer, où bon lui semble, en zone libérée, toutes les bases qu'il veut. C'est même une nécessité pour protéger les zones libérées contre les nombreuses attaques aériennes ou terrestres montées par l'armée saïgonnaise. Par contre, l'attaque le 21 mars, par l'armée fantoche, de la zone libérée entourant la base fantoche de Rach Bap, est, elle, bel et bien une violation des accords.

- mauvaise foi, l'exigence de Nixon de lier le retrait de ses troupes à la libération des prisonniers US détenus au Laos. Ceci n'a rien à voir avec les Accords de Paris qui ne concernent que le Vietnam. Par contre, la réalité,

c'est que Thieu refuse toujours de libérer les 300.000 prisonniers politiques qu'il détient et entend de les liquider massivement et ceci est une violation des Accords de Paris.

Une fois de plus ; Nixon cherche à gagner du temps ; car la clique Thieu ne peut toujours pas se passer de la présence de l'armée américaine, qui reste son seul soutien.

En effet, la population des zones contrôlées par Saïgon est largement favorable aux idées du GRP. Malgré tous les efforts des conseillers US du fantoche Thieu. Dans un premier temps, ils ont mis en place un nouveau plan de « pacification », c'est-à-dire de répression policière. Actuellement ils en sont à monter des provocations meurtrières, pour en attribuer la responsabilité au GRP. Des grenades explosent dans une pagode, 17 morts et 88 blessés ; un tir de roquette sur un camp de réfugiés, plusieurs morts.

Quant à la 3^è composante, que Thieu comptait liquider ou rallier, elle reste une force politique opposée au régime fantoche. Thieu a tout essayé. Depuis l'emprisonnement en masse, jusqu'aux tortures et aux assassinats. Rien n'y a fait.

2 mois après la signature des Accords de Paris, l'audience du fantoche Thieu s'est encore rétrécie. Voilà le sujet d'inquiétude de Nixon, pourquoi il menace et interrompt le retrait des troupes US. Mais ni les menaces, ni la répression, ni même une nouvelle agression aérienne n'y pourrait rien. Thieu et son régime fantoche, anti-populaire sont le dernier obstacle semé par Nixon sur le chemin de la paix. Déterminé à lutter jusqu'à la victoire totale ; le peuple vietnamien les balayera.

cambodge : la clique lon-nol en pleine débâcle

Le 18 Mars, jour anniversaire du coup d'état fomenté à Phnom Penh par la CIA en 1970, un officier de l'armée fantoche bombardait le palais présidentiel de Lon Nol puis allait se poser, avec son appareil, en zone libérée. Cette action est le signe que des couches de la population cambodgienne, comme les officiers, les fonctionnaires, les professions libérales, qui jusqu'à présent, soutenaient Lon Nol, le lâchent aujourd'hui en pleine débâcle.

C'est ainsi qu'une pétition, condamnant le fantoche traître Lon Nol se soutenant le GRUNK, a rencontré un grand succès parmi les fonctionnaires de Phnom Penh. Dans l'armée fantoche, se multiplient désertions et mutineries : le 11 Mars, 200 soldats du 76^e régiment fantoche ont défilé dans leurs camions, en plein cœur de Phnom Penh, pour protester contre la corruption et exiger que leurs soldes leur soient versés. Ils dénonçaient un scandale qui vient d'éclater : certains officiers gonflent sur le papier les effectifs de leurs troupes et empochent la solde de ces soldats fictifs. Depuis plusieurs mois, une grève des élèves et des professeurs paralyse complètement l'enseignement,

or les enseignants étaient un des plus fermes soutiens du régime Lon Nol ? Aujourd'hui, ils sont en grève contre la hausse des prix décrétée par Lon Nol (en 3 ans, depuis le coup d'état, le prix du riz a été multiplié par 5). Le 17 Mars, au moment où un grand meeting rassemblait à Phnom Penh des milliers d'enseignants, Lon Nol a fait tirer sur la foule : 30 personnes ont été tuées ou blessées.

Le bombardement du palais présidentiel a été le prétexte choisi par LON NOL pour décréter l'état d'urgence. Tous les journaux non officiels sont interdits. Une grande vague d'arrestations a été déclenchée. C'est que la situation du fantoche Lon Nol n'est guère brillante. Phnom Penh est encerclée, toutes les voies d'accès coupées. Neak Kuong, une des principales bases militaires est harcelée en permanence par les Forces de Libération et elle est sur le point de tomber ? Tout ceci, malgré les bombardements des B 52 qui pilonnent, sans interruption, les zones libérées depuis 3 semaines.

3 ans après le coup d'état de Phnom Penh, la situation sur le terrain confirme les positions du Grunk. Pas de négociation avec le fantoche Lon Nol qui ne

représente rien et qui est aujourd'hui abandonné par quelques uns de ses plus chauds partisans d'hier. Lon Nol ne contrôle, encore avec difficultés que quelques villes complètement isolées, alors que le GRUNK étend son administration sur 90 % du territoire national et a libéré 5.500.000 cambodgiens.

La situation au Cambodge n'est donc en rien comparable à celle du Sud Vietnam et du Laos : les pays étaient divisés en plusieurs zones depuis 1954, les fantoches de Vientiane et de Saïgon administraient une partie non négligeable de leur territoire, l'impérialisme depuis des années, y avait, par tous les moyens, assujéti certaines couches de la population.

Pas de négociations avec le fantoche Lon Nol ne signifie pas le refus de toute négociation, puisque le GRUNK a proposé l'ouverture de négociations directes avec Washington. Mais, fidèle à sa politique impérialiste de "vietnamisation" - faire combattre les Indochinois par des indochinois, Nixon a refusé cette proposition et sa seule réponse a été l'envoi massif de ses B 52, pour maintenir coûte que coûte au pouvoir l'archifantoche Lon Nol. Sa défaite n'en sera que plus cuisante.



après le meeting du 4 mars développons largement les initiatives des C.I.P.

Les premières initiatives des comités locaux, le rassemblement du 4 mars ont démontré l'existence en France d'un authentique courant anti-impérialiste. Elles ont permis d'en rassembler les premiers noyaux actifs.

Le moment est venu de franchir une nouvelle étape :

- Les bases générales étant assurées, il faut maintenant prendre les initiatives qu'exige l'actualité de la lutte des peuples opprimés. Aujourd'hui :
 - Après la grande victoire des peuples vietnamien et laotien, engager la lutte contre les tentatives de l'impérialisme US pour maintenir son emprise néo-coloniale sur l'Indochine.
 - Au moment des nouveaux complots impérialistes en vue de liquider la résistance palestinienne : soutenir la lutte du peuple palestinien pour la libération,

soutenir la juste ligne de la résistance : lutte prioritaire dans la Palestine occupée. Exiger la libération d'Abou Daoud et de ses camarades chargés du travail en territoire occupé et arrêté par Hussein sur ordre de Nixon.

- Au moment où l'impérialisme français dirige ses coups contre les travailleurs immigrés avec la Circulaire Fontanet, engager la lutte contre la déportation de main d'œuvre des colonies et néo-colonies organisée par notre propre impérialisme. Soutenir politiquement et financièrement les travailleurs du sucre de la Guadeloupe, en lutte contre les trusts français qui les condamnent à la misère et à l'émigration.

- Les premiers noyaux actifs étant rassemblés, il faut maintenant ouvrir largement les CIP aux masses, les associer largement aux discussions politi-

ques et aux initiatives pratiques des comités, les organiser hardiment dans nos rangs, trouver les formes souples de travail indispensables pour le faire.

Le Comité d'Initiative appelle tous les militants anti-impérialistes à se mobiliser largement pour franchir cette nouvelle étape dans l'édification du mouvement. Pour sa part, il renforcera l'organisation centrale de façon à améliorer les conditions de travail des comités de base. Il engagera la préparation du Congrès des CIP, qui dotera le mouvement d'une organisation démocratique stable.

MOBILISONS POUR NOS TACHES ANTI-IMPÉRIALISTES !

Le 22/3/73
Pour le Comité d'Initiative
Le Secrétariat National.

guadeloupe : grève des travailleurs du sucre contre les trusts français

Depuis début Janvier, la grève totale du secteur de la canne paralyse l'économie de la Guadeloupe. Elle est menée par les couches les plus exploitées, ouvriers industriels et agricoles, paysans pauvres (« colons », petits planteurs) sous la direction de leurs syndicats, contre les capitalistes usiniers. Après celle de 1971, cette grève marque la volonté des travailleurs guadeloupéens d'en finir avec l'exploitation coloniale.

La concurrence inter-impérialiste (la France avait le monopole du sucre dans le Marché Commun jusqu'à l'entrée de l'Angleterre), la recherche du profit maximum obligent l'impérialisme français à exploiter toujours plus, aussi bien les travailleurs de la métropole que ceux des colonies. Depuis ces dernières années, en Guadeloupe, cette exploitation accrue s'est traduite par un certain nombre de mesures de la part des capitalistes. Ces mesures ont permis d'éliminer entre 1965 et 1972 plus de 10.000 ouvriers qui sont allés grossir les rangs des chômeurs.

Dans leur grève, ce sont ces mesures que les travailleurs remettent en cause, et c'est pourquoi leur lutte frappe directement les intérêts de l'impérialisme français.

Les ouvriers agricoles revendiquent des augmentations de salaire :

- L'alignement de leur salaire sur le SMIC guadeloupéen, soit une augmentation de 20 % dès le 1^{er} janvier 73 : 30,03 F. pour le coupeur, 26,80 pour l'arracheuse. Dans le secteur de la canne, comme dans celui de la banane, les patrons payent les ouvriers agricoles 15 F. par jour, et encore sans les déclarer à la Sécurité sociale, sans leur donner de fiche de paye !
- L'augmentation de leur salaire à chaque augmentation du SMIC.
- L'attribution effective de la prime au 5^e jour et son intégration dans le salaire. Si les ouvriers agricoles, chômeurs partiels, font plus de 4 jours pleins par semaine, ils reçoivent en principe une prime. Le plus souvent,

on ne les embauche pas pour le 5^e jour pour les empêcher de toucher la prime.

Ils revendiquent aussi une amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité.

La principale revendication des paysans pauvres porte sur le paiement de la canne à sucre au poids (90 F. par tonne) et non à la richesse en saccharine. L'usine ne paye pas toute la saccharine de la canne mais seulement la partie transformée en sucre (environ 80 %). Le reste jamais payé aux paysans pauvres non seulement revient gratis à l'usinier mais, en plus, l'usinier en tire des produits recherchés pour l'industrie : rhum, alcools, mélasse. De plus, ce système de paiement ne lèse que les petits paysans obligés de vendre à l'usine, car les gros planteurs possèdent les usines. Signalons à ce propos que Chalandon est actionnaire de ces grosses sociétés sucrières.

La bourgeoisie a essayé par tous les moyens de saboter la grève ; arrestation de dirigeants, encerclement et quadrillage des champs de canne par les mobiles (les « Képis Rouges ») et la GRS ; recrutement de briseurs de grève (jusqu'à St Domingue). Au lendemain des élections, la répression s'est encore accentuée (comme il fallait s'y attendre), les flics n'hésitant plus à lâcher leurs chiens policiers sur les grévistes.

Ouvriers industriels, ouvriers agricoles, paysans pauvres se sont unis dans cette grève pour lutter contre l'exploitation et l'oppression impérialistes. Leur combat est le même que celui que la classe ouvrière mène en France contre un ennemi commun : l'impérialisme français. Nous devons soutenir cette lutte, la faire très largement connaître.

A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !

SOLIDARITÉ AVEC LES OUVRIERS ET LES PAYSANS GREVISTES DE LA GUADELOUPE !

INDÉPENDANCE POUR LA GUADELOUPE !

l'armée sioniste se renforce grâce au social-impérialisme soviétique

Les sociaux impérialistes soviétiques viennent de faire un cadeau de taille à l'état fasciste d'Israël : désormais, le gouvernement israélien n'aura plus besoin de verser un sou pour l'immigration des juifs, chercheurs, ingénieurs, techniciens, médecins, etc, qui veulent abandonner la nationalité soviétique pour rejoindre Israël, lui prêter main-forte dans sa politique d'agression contre les peuples arabes.

Depuis le 20 mars, le décret d'août 72 du gouvernement soviétique, imposant une taxe aux émigrants juifs, n'est plus appliqué. C'est un appui matériel à la politique expansionniste d'Israël à propos de laquelle le fasciste Dayan déclarait le 16 février dernier : « Nous avons maintenant... des effectifs humains qui, grâce à l'immigration des

juifs d'URSS, nous permettent de nous installer partout ».

Pourquoi une telle décision du gouvernement soviétique ? Aujourd'hui, le sionisme connaît un très grand développement en URSS. La restauration du capitalisme en URSS depuis la mort de Staline, a encouragé la renaissance des idées les plus réactionnaires, avec en particulier l'antisémitisme et le sionisme qui sont 2 aspects complémentaires d'une même idéologie au service de l'impérialisme. C'est sur ce terrain que s'est développé le mouvement d'émigration des juifs vers Israël. Exploitant cette situation, les impérialistes américains qui négocient actuellement de grands projets économiques avec les révisionnistes soviétiques, notamment pour l'exploitation du gaz

de Sibérie, et qui veulent développer leurs investissements en URSS, ont posé, entre autres conditions, à la réalisation des projets : la gratuité de l'immigration des juifs soviétiques en Israël.

Si la bourgeoisie soviétique s'est rangée aux exigences américaines dans la semaine du 11 au 18 mars, au moment de la venue à Moscou du secrétaire d'état américain au trésor, Shultz, à la tête d'une importante délégation économique. Si elle n'hésite pas ainsi à renoncer à l'argent prélevé sur l'émigration juive, favorisant le renforcement de l'état d'Israël, c'est pour faciliter aujourd'hui l'afflux massif de capitaux US grâce auxquels elle espère renforcer l'exploitation capitaliste des travailleurs soviétiques.